

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 5 JUIN 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 26 mai 2023, le Conseil municipal s'est réuni le lundi 5 juin 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Brigitte LIMODIN, Umus PERRONE, Eric TRINQUET,

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Nathalie TISSOT

Absents non excusés :

Mihrican AVCI

Nathalie ROMANET

Thomas GIRARD

Sous réserve de l'avis des domaines,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- AUTORISER la cession à M. et Mme SAHIN, de la maison Magnard, cadastré AB 979, d'une superficie de 221 m<sup>2</sup>, comprenant 3 garages non séparés au rez-de-chaussée, de 2 appartement T2 avec balcon à rénover au 1<sup>er</sup> étage et d'un appartement T4 à rénover au 2<sup>ème</sup> étage et d'un grenier au prix de 139 000 €, cent trente-neuf mille euros frais d'agence inclus, soit, 132 050 €, cent trente-deux mille cinquante euros net vendeur, la négociation a été faite par Magic Immobilier sous le mandant n° 23JCR04.
- D'AUTORISER Monsieur le Maire, ou toute autre personne par lui désignée, à signer tous actes afférents à la mise en œuvre de la présente délibération.
- D'Autoriser Monsieur le maire à émettre le titre de recette correspondant,
- D'Inscrire le produit de cette redevance au budget dans le chapitre et compte s'y rapportant.

Après en avoir délibéré, le conseil à l'unanimité,

- AUTORISER la cession à M. et Mme SAHIN, de la maison Magnard, cadastré AB 979, d'une superficie de 221 m<sup>2</sup>, comprenant 3 garages non séparés au rez-de-chaussée, de 2 appartement T2 avec balcon à rénover au 1<sup>er</sup> étage et d'un appartement T4 à rénover au 2<sup>ème</sup> étage et d'un grenier au prix de 139 000 €, cent trente neuf mille euros frais d'agence inclus, soit, 132 050 €, cent trente-deux mille cinquante euros net vendeur.
- AUTORISE Monsieur le Maire, ou toute autre personne par lui désignée, à signer tous actes afférents à la mise en œuvre de la présente délibération.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

- AUTORISE Monsieur le maire à émettre le titre de recette correspondant
- DEMANDE à Monsieur le maire d'inscrire le produit de cette recette au budget dans le chapitre et compte s'y rapportant.

Envoyé en préfecture le 07/06/2023

Reçu en préfecture le 07/06/2023

Publié le

ID : 001-210102695-20230605-202346-DE



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.